



**COMMUNAUTE DE COMMUNES
ADOUR MADIRAN**

**ACQUISITION DE MATERIELS POUR LA COLLECTE DES DECHETS MENAGERS SUR LE
TERRITOIRE D'INTERVENTION DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES ADOUR
MADIRAN
LOT N°1 : BACS DE COLLECTE ROULANTS
LOT N°2 : BORNES D'APPORT VOLONTAIRE**

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

PRÉAMBULE

Dans le présent document sont utilisées les abréviations suivantes:

C.C.T.P. Cahier des Clauses Techniques Particulières

C.C.A.P. Cahier des Clauses Administratives Particulières

C.C.A.G. Cahier des Clauses Administratives Générales
applicables aux marchés de fournitures courantes et services, décret n°77-699 du 27 mai 1977 modifié

Sommaire

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GENERALES	4
1/1 - Objet du marché	4
1/2 - Personnes responsables	4
1/3 - Mode de passation	4
ARTICLE 2 - CONTENU DU MARCHÉ	4
2/1 - Pièces particulières	4
2/2 - Pièces générales	5
2/3 Notification du marché et commande	5
ARTICLE 3 - PRIX ET MODE D'EVALUATION DES PRESTATIONS - VARIATION DES PRIX –	5
REGLEMENT DES COMPTES	5
3/1 - Répartition des paiements	5
3/2 - Contenu des prix - Règlement des comptes	5
3/2.1 - Contenu du prix	5
3/2.3 - Règlements	5
3/2.4 - Avance	5
3/2.5 - Délai de paiement	6
3/3 – Variation des prix	6
3/4 - Désignation et paiement des sous traitants	6
3/5 - Paiements en cas d'entreprises solidaires	6
ARTICLE 4 - DELAI D'EXECUTION - PENALITES ET PRIMES	7
4/1 - Notification du marché	7
4/2 - Ordres de service – Délai d'exécution	7
4/3 - Pénalités pour retard - Prime pour avance	7
ARTICLE 5 - CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE	7
5/1 - Retenue de Garantie	7
5/2 - Nantissement	7
ARTICLE 6 - CONTROLES ET RECEPTION DES PRESTATIONS	8
6/1 – Contrôle de l'exécution du marché	8
6/2 - Réception	8
6/3 - Délais de garantie	8
6/4 - Assurances	8
ARTICLE 7 - DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX	9

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1/1 - Objet du marché

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) concernent l'acquisition de matériels pour la collecte des déchets ménagers et assimilés sur le territoire de compétence de la Communauté de Communes Adour Madiran.

La description des prestations à réaliser est détaillée dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

1/2 - Personnes responsables

Les prestations prévues au présent marché sont réalisées pour le compte de la **CCAM** (Communauté de Communes Adour Madiran) - Pôle Publics des Services – 21, place corps franc Pommiers – 65500 VIC EN BIGORRE.

Le représentant du Pouvoir Adjudicateur est le **Président de la Communauté de Communes Adour Madiran**.

Le comptable assignataire des paiements est le **Trésor Public de Maubourguet**.

1/3 - Mode de passation

Le présent marché est soumis à la procédure formalisée de l'appel d'offre ouvert définie aux articles R2161-2 à 5 du Code de la Commande Publique. Il s'agit d'un accord-cadre tel que défini aux articles R2162-1 à R2162-14 du Code de la Commande Publique.

Il est conclu pour une durée de maximale de 4 ans à partir de sa notification (1 an reconductible 3 fois)

Les quantités minimum pouvant être commandées sont fixées à :

LOT N° 1 : 500 bacs

LOT N°2 : 5 bornes

ARTICLE 2 - CONTENU DU MARCHÉ

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes :

2/1 - Pièces particulières

En cas de contestation, la priorité sera donnée aux pièces dans l'ordre indiqué ci-dessous :

- ① - **Acte d'engagement et ses annexes** (actes spéciaux de sous-traitance que l'entrepreneur envisage de proposer à l'approbation de la collectivité)
- ② - **Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)**
- ③ - **Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP)**
- ④- **Bordereau de prix unitaires**
- ⑤-**Devis Quantitatif Estimatif**
- ⑥- **Mémoire technique**

2/2 - Pièces générales

① Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) applicable aux marchés publics de fournitures courantes et services, approuvé par le décret n°77-669 du 27 mai 1977 et l'ensemble des textes qui l'ont modifié. Cette pièce n'est pas matériellement jointe, le titulaire affirmant bien la connaître.

2/3 Notification du marché et commande

La notification du marché établi par la **CCAM** (Communauté de Communes Adour Madiran) est adressée au fournisseur par voie dématérialisée. Sera toléré l'envoi postal en recommandé avec Accusé de Réception. La notification est faite à l'adresse du titulaire mentionnée dans les documents particuliers du marché, ou à défaut, à son siège social.

Chaque commande de fournitures fera l'objet d'un bon de commande établi par la **CCAM**.

Chaque commande précisera la nature, la quantité et le montant des fournitures ainsi que le lieu et le délai de livraison.

ARTICLE 3 - PRIX ET MODE D'EVALUATION DES PRESTATIONS - VARIATION DES PRIX – REGLEMENT DES COMPTES

3/1 - Répartition des paiements

Le titulaire du marché ou le mandataire devra préciser ce qui devra être réglé respectivement aux entrepreneurs sous-traitants, dans la limite des montants indiqués dans les annexes à l'acte d'engagement.

3/2 - Contenu des prix - Règlement des comptes

3/2.1 - Contenu du prix

Le montant de la rémunération est fixé à l'acte d'engagement du présent marché.

La rémunération du prestataire est la contrepartie des obligations mises à sa charge par le présent marché.

Les prix sont réputés fermes, c'est-à-dire invariables pendant la durée du marché.

Toutefois, ce prix est actualisable dans les conditions définies dans l'acte d'engagement du présent marché.

3/2.3 - Règlements

La demande de paiement est établie par le titulaire sous forme libre.

La demande de paiement mentionne le détail des prix unitaires.

3/2.4 - Avance

Si le marché est d'un montant inférieur à 50.000 €, aucune avance ne sera versée à l'entreprise.

Etant donné que le délai N d'exécution du marché exprimé en mois n'excède pas 12 mois, son montant est égal en prix de base à 5,00 % du montant initial du marché toutes taxes comprises.

Le versement de cette avance aux sous-traitants déclarés postérieurement à la conclusion du marché est subordonné au remboursement par l'entreprise titulaire de la partie de l'avance correspondant aux prestations sous-traitées.

Les entreprises peuvent refuser le versement de cette avance.

Le remboursement de cette avance sera opéré lors du versement du premier acompte correspondant à un taux de réalisation de la prestation concernée supérieur à 65%.

3/2.5 - Délai de paiement

Le délai global de paiement prévu à l'Article R2192-10 du Code de la Commande Publique est de **trente (30) jours** maximum.

Il prend comme point de départ la réception par la collectivité de la demande d'acompte.

3/3 – Variation des prix

Une formule d'actualisation pourra être proposée.

3/4 - Désignation et paiement des sous traitants

L'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance sont constatés par un acte spécial signé par le représentant du Pouvoir Adjudicateur conformément au Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG).

Cet acte indique en outre pour les sous-traitants à payer directement :

- les renseignements mentionnés à l'article 2-34 du CCAG ;
- le compte à créditer ;
- le comptable assignataire des paiements.

Pour les paiements, le titulaire joint en double exemplaire au projet de décompte, une attestation indiquant la somme à régler par la collectivité à chaque sous-traitant concerné ; cette somme tient compte d'une éventuelle variation des prix prévue dans le contrat de sous-traitance et inclut la T.V.A.

3/5 - Paiements en cas d'entreprises solidaires

La signature du décompte par le mandataire vaut acceptation par celui-ci de la somme à payer éventuellement à chacun des entrepreneurs solidaires, compte-tenu des modalités de répartition des paiements prévus dans le marché.

Pour les sous-traitants d'un entrepreneur du groupement, l'acceptation de la somme à payer par chacun d'entre eux fait l'objet d'une attestation jointe en double exemplaire au projet de décompte, signée par celui des entrepreneurs du groupement qui a conclu le contrat de sous-traitance et indiquant la somme à régler par la collectivité au sous-traitant concerné ; cette somme tient compte d'une éventuelle variation des prix conforme au présent marché et prévue dans le contrat de sous-traitance et inclut la TVA .

Si l'entrepreneur qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire, ce dernier doit signer également l'attestation.

ARTICLE 4 - DELAI D'EXECUTION - PENALITES ET PRIMES

4/1 - Notification du marché

La notification du marché par la collectivité est prévue dans les **trente (30) jours** qui suivent la date limite pour la remise des offres.

Les entreprises resteront engagées par leurs offres jusqu'à expiration de ce délai. Passé ce délai, les soumissionnaires seront libérés de plein droit de tout engagement pour l'exécution des prestations.

4/2 - Ordres de service – Délai d'exécution

Le délai de livraison, commence à courir le jour de la réception du bon de commande. Il s'arrête au moment de la livraison dûment constatée par le Pouvoir Adjudicataire.

4/3 - Pénalités pour retard - Prime pour avance

Lorsque le délai contractuel d'exécution est dépassé par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard et sans mise en demeure préalable, des pénalités calculées au moyen de la formule suivante :

$$P = \frac{V * R}{1000}$$

V = Montant TTC commande

R = Nombre de jours de retard

Il ne sera pas attribué de prime pour avance.

ARTICLE 5 - CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE

5/1 - Retenue de Garantie

Il ne sera pas exigé de cautionnement ni de retenue de garantie.

5/2 - Nantissement

Les sommes dues au titre du présent marché pourront être cédées selon les modalités prévues dans le cadre de la loi 81-2 du 2 janvier 1981 (loi Dailly) ou faire l'objet d'une cession de droit commun, conformément aux articles R2191-45 à R2191-63 du Code de la Commande Publique, et particulièrement l'article R2191-51 en référence aux accords-cadres.

A la demande du titulaire du marché, la collectivité lui fournira une copie de l'acte d'engagement et du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) revêtue de la mention « *copie certifiée conforme à l'original délivrée en unique exemplaire pour être remise en cas de cession ou de nantissement de créances* ».

En cas de groupement conjoint, un exemplaire unique pourra être fourni à chacune des entreprises co-contractantes en précisant la part des prestations du marché lui revenant.

Dans ce cas, comme en cas de sous-traitance à paiement direct, la mention sera complétée par « en ce qui concerne la partie des prestations évaluées à € que le titulaire n'envisage pas de sous-traiter ».

S'il décide d'augmenter les prestations ou de confier de nouvelles prestations en sous-traitance après avoir demandé la remise de l'exemplaire unique, il devra remettre à la collectivité :

- soit l'exemplaire unique, indiquant par la même que le marché n'a pas encore été nanti ou cédé,
- soit produire un certificat du cessionnaire attestant que les cessions qu'il lui a consenties ne font pas obstacle au paiement direct du sous-traitant,
- soit fournir une main levée de son cessionnaire à hauteur des sommes dont il augmente la sous-traitance.

La notification de la cession doit être faite au comptable de la collectivité par lettre recommandée avec avis de réception postal en cas de cession dans le cadre de la loi « Dailly ».

ARTICLE 6 - CONTROLES ET RECEPTION DES PRESTATIONS

6/1 – Contrôle de l'exécution du marché

Les opérations de vérification des prestations réalisées seront effectuées dans les conditions de l'article 20 du C.C.A.G. – Marchés de fournitures courantes et de services.

6/2 - Réception

La réception ne pourra être prononcée que sous réserve de l'exécution complète des prestations prévues au Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

Suite aux vérifications, les décisions de réception, d'ajournement ou de rejet seront effectuées dans les conditions prévues à l'article 21 du C.C.A.G. – Marchés de fournitures courantes et de services, par le Maître d'Ouvrage.

6/3 - Délais de garantie

Le délai de garantie est à indiquer par l'entrepreneur, sachant que sa valeur fait partie de la valeur technique de l'offre.

Pendant ce délai, l'entrepreneur s'engage à effectuer dans un délai de 5 jours ouvrés maximum, à ses frais, sur simple demande du Pouvoir Adjudicataire, toutes les réparations rendues nécessaires pour remédier à des défauts dûment constatés avec les frais qui en incombent (frais de déplacement, ...)

6/4 - Assurances

Au niveau de son offre et en vue de la signature du marché, l'entrepreneur ainsi que tous ses co-et sous-traitants devront justifier qu'ils sont titulaires :

- d'une assurance de responsabilité civile de chef d'entreprise garantissant les tiers en cas d'accident ou de dommages causés par l'exécution des prestations,

- d'une assurance couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 et 2270 du Code Civil.

Vu et accepté sans réserve,
A, le

Mention manuscrite " lu et approuvé "
Signature du Titulaire,

Lu et approuvé,
A Vic en Bigorre, le

Le Président de la CCAM,

Frédéric RE